

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

**AVENANT N° 108 DU 12 JUILLET 2012
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE**

NOR : ASET1251124M

IDCC : 1000

PRÉAMBULE

Les membres de la commission mixte paritaire conviennent de compléter, dans le cadre du présent avenant, les dispositions de l'article 14 de la convention collective nationale de travail réglant les rapports entre les avocats et leur personnel conclue le 20 février 1979, réaffirmant l'objectif de solidarité qui se concrétise, notamment, par une mutualisation des contributions destinées au financement des prestations.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 14 de la convention collective nationale de travail réglant les rapports entre les avocats et leur personnel conclue le 20 février 1979 sont complétées par les dispositions suivantes :

Après le deuxième alinéa du 2 :

« Les salariés inscrits à l'effectif au 31 décembre 1991 d'un cabinet de conseils juridiques, devenus avocat au 1^{er} janvier 1992 du fait de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, bénéficient pour le calcul de l'indemnité de fin de carrière de l'ancienneté acquise dans ce même cabinet dès lors que leur contrat de travail s'est poursuivi sans discontinuité dans celui-ci au 1^{er} janvier 1992. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à compter du lendemain de son dépôt dans les conditions légales.

Les parties donnent délégation à la CREPA pour procéder, en leur nom, aux opérations de dépôt auprès des services du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires conviennent de demander au ministre chargé du travail l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 12 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNAE ;
CNADA ;
UPSA ;
SEACE ;
SAFE ;
ABFP.

Syndicats de salariés :

CFDT judiciaires ;
SPAAC CFE-CGC ;
SNECPJJ CFTC ;
FEC FO ;
CGT conseil.